

## France-Corse : une relation singulière

Le Think Tank Liberté et Prospective a organisé, le 5 septembre dernier, à Ajaccio, une conférence sur le thème de « **France-Corse : une relation singulière** » avec comme intervenant Michel Vergé-Franceschi, Professeur émérite des Universités, auteur de nombreux ouvrages historiques dont *Histoire de Corse : le pays de la grandeur*, publié en 1996, avec une préface d'Emmanuel Leroy-Ladurie.

De nombreux participants sont venus y assister dont Simone Guerrini, adjointe à la Culture du maire d'Ajaccio qui nous a permis d'organiser la réunion dans la salle de conférence de l'Office du tourisme des pays ajacciens et que nous remercions encore une fois.

Nous remercions également Michel Vergé-Franceschi qui nous a exposé avec talent et érudition l'histoire des relations souvent complexes et pleines d'incompréhension entre le continent français et l'Ile de Beauté.

Pour comprendre cette relation avec la France, il faut partir d'une considération géographique, la Corse de par son insularité est un espace bien défini depuis toujours. La France à laquelle elle est rattachée, aujourd'hui, depuis 1789, est un territoire qui s'est constitué en un millénaire autour d'une série de conquêtes et de transactions qui ont réuni à la Couronne puis à la République ce qui constitue l'hexagone de nos jours. Opposer un espace fini depuis l'origine comme la Corse, à la France qui a vu son territoire évoluer au cours de l'Histoire n'est pas pourvu de beaucoup de sens.

Cette terre de Corse fut envahie de nombreuses fois au cours de son histoire en raison de sa situation géographique. Peuples navigateurs et marchands de la Méditerranée orientale et de la Grèce, barbares de Germanie, Byzantins, Sarrasins et Ottomans, envahisseurs venus des péninsules ibériques ou italiennes ou de France, tous s'y sont succédés.

Ces conquêtes successives entraînèrent la plupart du temps une longue suite de violences et d'oppressions contre lesquels les Corses alternèrent la résistance, les révoltes mais aussi le compromis pour échapper au joug de l'autorité extérieure. C'est cette nécessité vitale de se défendre qui a déterminé l'identité du peuple corse et son goût pour l'indépendance et la liberté. Il y est né une « conscience corse » avec une âme de résistant.

Après avoir commencé son propos au 14ème siècle, Michel Vergé-Franceschi a montré les connexions qu'il y avait déjà depuis cette époque entre la Corse et le continent qui n'était pas encore la France telle que nous la connaissons aujourd'hui. Les premiers Corses connus des Valois furent les arbalétriers embauchés en 1387 pour combattre les Anglais lors de la guerre de Cent Ans. Avec l'apparition des guerres d'Italie et l'occupation de Gênes par la France, en 1507, les Valois continuèrent à en engager à leur service. Ensuite, notre intervenant nous a indiqué que la Corse a commencé à devenir française en 1553 comme les îles de Marseille (If, Ratonneau, Pomègues), les îles d'Hyères (le Levant, Porquerolles, Port Cros), les îles de Cannes (Sainte-Marguerite, Saint-Honorat) toutes devenues françaises en 1481 ; puis Ouessant, Belle-Isle, Bréhat...devenues françaises en 1532. Toutes ces îles ont constitué la « ceinture de mer » du royaume de France patiemment réalisée face aux flottes espagnole et anglaise.

Puis, notre intervenant nous parla de Sampiero Corso, (1498-1567), un des trois grands héros de l'Histoire corse, qui démarra très jeune sa carrière militaire au service des Médicis, à Florence. Il suit son chef militaire, Ludovico de Medici, lorsqu'il passe au service du roi de France en 1522, et participe à ses côtés à la bataille de Bicoque, dans la région de Milan, où l'armée française est battue par celle de l'empereur Charles Quint et du pape Léon X.

Après une période où il sert successivement le pape Clément VII puis Hyppolyte de Médicis, Sampiero entre en 1535 dans les armées françaises de François 1<sup>er</sup> où il se couvre de gloire aux côtés du chevalier Bayard. Il reçoit en 1547, le grade de colonel, et commande les « bandes » de soldats corses au service de François 1<sup>er</sup>. Sa destinée est désormais liée à la Maison de France. Il devient un grand partenaire des ambitions françaises en Méditerranée. Bien qu'ayant espéré, pendant quelques temps, voir la Corse rester rattachée à la France, Sampiero dut assister au retour de l'île de beauté dans le giron de la république de Gênes après le traité du Cateau-Cambrésis en 1559 où la France préféra lâcher, dans la négociation, sa suzeraineté sur la Corse pour conserver Calais.

Parallèlement, la famille Lenche, originaire de Morsiglia, dans le cap Corse, qui a fait fortune dans le commerce du corail à Marseille, rayonne par son influence économique et politique dans la cité phocéenne, De nombreux édiles corses dont Antonio Lenche ou Tomasino Lenche sont, consuls ou échevins, de la ville de Marseille. Leurs positions d'élus, les mettent au contact de la monarchie française lorsqu'ils reçoivent François 1<sup>er</sup>, Charles IX, Henri IV, Louis XIII ou Louis XIV en visite à Marseille.

Mais, il n'y a pas que Marseille qui a un maire corse sous l'Ancien régime : Alphonse d'Ornano (1548-1610), fils de Sampiero Corso, maréchal de France en 1595, meurt maire de Bordeaux où il est enterré. Son magnifique orant de marbre blanc se trouve aujourd'hui au musée d'Aquitaine. Son fils, Jean-Baptiste sera élevé à son tour à la dignité de maréchal de France en 1626.

Dès le 16<sup>ème</sup> siècle, les rois de France, Valois ou Bourbons, savent combien ils peuvent s'appuyer sur la fidélité des soldats corses pour combattre dans leur armée. Le grand commerce maritime, d'une part, et la nécessité de défendre militairement Marseille, port stratégique, et le royaume, d'autre part, ont donné aux Corses une place privilégiée en France pendant plus de deux siècles (1533-1768), se fondant parfois dans les meilleures familles de la noblesse provençale. Mirabeau, lui-même, est un descendant des Lenche de Morsiglia, précités. La Corse devient peu à peu un enjeu stratégique en Méditerranée.

La Corse, après une longue période de relative tranquillité, entre 1571 et 1729, et malgré les razzias des pirates musulmans sur ses côtes, poursuit sa vie sous domination génoise.

Les hommes corses, soucieux de leur grandeur personnelle, les grands feudataires Cincarais du sud comme les grands feudataires génois du Nord se pensent très tôt en termes de souverains, d'où la venue, plus tard, de Napoléon, héritier d'une famille qui n'est pas vraiment un hasard. Napoléon s'impose surtout comme la synthèse enfin réussie des aspirations séculaires de tout un peuple.

Le 18<sup>ème</sup> siècle corse est celui de la révolte contre les Génois qui débute en 1729 par une jacquerie fiscale, très locale, dans un village du Bozio et qui se terminera en 1768, au bout de 40 ans de lutte et de troubles.

Pascal Paoli est nommé, en 1755, général en chef de la nation Corse et proclame l'indépendance de l'île.

Pascal Paoli (1725-1807), deuxième grand héros de l'Histoire corse, est issu d'une famille de modestes notables par sa mère et est en pleine ascension sociale par son père. C'est un homme sensible à la tolérance humaniste, les Paoli furent-ils francs-maçons dès l'Italie ? Pascal Paoli le fut en tout cas plus tard, lors de ses séjours britanniques.

Nourri de grands philosophes, Aristote, Machiavel, Montesquieu, Paoli fait de la Corse un véritable laboratoire des Lumières : rédaction en 1755 d'une constitution démocratique (avant celle des Etats-Unis en 1787), établissement d'une justice qui punit sans complaisance les crimes et les délits, maintien du droit de vote aux femmes et création d'un gouvernement fort, mené d'une même main, pour mettre fin aux guerres intestines (les vendette) qui rongent la Corse.

Enfin, il crée une imprimerie nationale, une Université à Corte et à la consulte de Vescovato, en 1761, il est décidé de frapper des monnaies en cuivre et en argent. Cependant, le manque permanent d'argent le prive d'une armée régulière, bien rémunérée, souffrant d'une absence de discipline et d'encadrement de valeur à part quelques valeureux capitaines.

En 1768, Gênes, en mauvaise situation financière, ne pouvant rembourser les frais de l'aide militaire que la France lui a fournie dans ses guerres avec l'Autriche et dans ses opérations de tentative de maintien de la paix dans l'île, lui cède sa suzeraineté à titre provisoire sur la Corse après la défaite de Ponte Nuovo où l'armée de Paoli est vaincue le 8 mai 1769.

Les troupes du roi de France commettent des exactions dans les villages qui ne veulent pas se soumettre. Paoli s'embarque pour Livourne, puis après être passé par La Haye, se réfugie à Londres où il est très bien accueilli par l'élite anglaise pour qui il incarne la vertu. La France absolutiste qui débarque, qui envahit, qui écrase et opprime un peuple fier joue un mauvais rôle : celui de l'opresseur, celui que dénoncent les philosophes, esprits éclairés et écrivains.

La politique du roi de France est maladroite, il commence par fermer l'Université de Corte et il expulse les jésuites de l'ensemble du royaume de France, privant Ajaccio et Bastia des deux meilleurs établissements d'enseignement secondaire installés dans l'île depuis le 17<sup>ème</sup> siècle.

La Corse qu'offre la France entre 1769 et 1789 est une Corse à deux vitesses. D'un côté, les élites ralliées au roi qui leur offre noblesse, emplois et appointements, dont Charles Bonaparte, le père de Napoléon, de l'autre, le peuple avec à leur tête des notables ruraux qui font de la résistance passive et restent dans la non-collaboration ou sont résolument engagés dans l'action avec l'appui moral et armé d'un millier de Franciscains.

L'ambition de Paoli, homme des Lumières, est de moderniser l'île en lui rendant sa liberté sous la protection d'une puissance tutélaire. Il croit l'avoir trouvée avec la France de la Révolution. Le décret du 30 novembre 1789, voté par l'Assemblée nationale, et que les six députés du peuple corse ont demandé et voté, fait entrer

véritablement la Corse dans la nation française. Les Corses deviennent des citoyens français à part entière. Ils seront régis par la même constitution que les Français. Paoli sera, d'ailleurs, applaudi par l'Assemblée Nationale de 1790 où Robespierre lui tresse des lauriers. « *Vous avez défendu la liberté dans un temps où nous n'osions pas même prononcer son nom* » lui dit Robespierre dans son discours de réception au club des Jacobins. Il n'est plus question alors d'indépendance. Mais l'idylle ne va pas durer. Avec la Montagne, jacobine, au pouvoir à Paris, en 1793, Paoli, devenu suspect par ses convictions fédéralistes et son horreur des massacres de la Terreur, rejoint à nouveau l'Angleterre en 1796 où il vivra le reste de ses jours en exil.

Après l'épisode du royaume anglo-corse (1794-1796), appelé de ses vœux par Paoli, qui cherche désormais en l'Angleterre, un autre protecteur pour un gouvernement autonome corse, Napoléon I<sup>er</sup> (1769-1821), 3<sup>e</sup> grand héros de l'Histoire Corse, arrive au pouvoir en France. Même si celui-ci ne fut pas tendre à l'égard de l'île qui avait malmené sa famille, il contribuera à installer les Corses de plain-pied dans l'Empire et donc dans le destin de la France.

Napoléon III (1808-1873) arrimera véritablement la Corse dans la France qui offrira aux Corses une opportunité incroyable de satisfaire leurs ambitions. A travers l'Empire puis la Troisième République qui achèvera de les franciser, les Corses s'intégreront dans le système d'Etat national et colonial, civil et militaire les plaçant souvent dans une situation privilégiée. Les Corses entreront massivement dans la fonction publique et dans le monde politique qui est leur plus ancienne passion. Ils participeront très activement à la conquête coloniale. Le général Gouraud qui fut un des chefs de l'armée coloniale en Afrique dira « *Sans les Corses, il n'y aurait pas eu d'aventure coloniale* ».

En 1914, les Corses comme les autres provinces françaises sont mobilisés dans le conflit de la première guerre mondiale. La tragique hécatombe de la guerre verra mourir pour la patrie française 13 000 jeunes Corses sur une population de 270 000 habitants. La saignée terrible laissera de vieilles blessures dans les familles corses.

Après ce premier conflit mondial, il s'ensuivra un marasme économique, intellectuel, démographique qui enlisera l'île dans la crise et fera émerger avec Santu Casanova et Petru Rocca, notamment, un courant autonomiste qui cherche une voie différente de celle qui a été suivie jusque-là avec la France. D'autant que l'arrivée au pouvoir de Mussolini se traduit par les visées impérialistes et irrédentistes de l'Italie sur la Corse, insistant sur l'italianité du pays et de ses habitants. Mais, en 1938, à la veille du second conflit mondial, devant la montée du péril extérieur, le serment de Bastia de « *Face au monde, de toute notre âme, sur nos gloires, sur nos tombes, sur nos berceaux, nous jurons de vivre et mourir Français* » vient témoigner, à la fois, de l'intégration de la Corse dans la France et du rejet des ambitions mussoliniennes.

Pendant la Seconde guerre mondiale, de nombreux Corses, comme Fred Scamaroni, Jean Nicoli, Danielle Casanova et bien d'autres ont combattu dans la Résistance et sont morts pour la France. L'île a tenu bon contre l'occupant italien. La Corse fut le premier département français libéré en septembre 1943. De tous les départements et de toutes les régions de France, la Corse a, peut-être, été la plus durablement fidèle au Général de Gaulle chez qui elle a rencontré cet attachement viscéral à la liberté contre l'envahisseur et à cet esprit de résistance à l'ennemi. Deux valeurs dans lesquelles les Corses aiment se reconnaître.

Mais, alors qu'à la sortie de la Seconde guerre mondiale, la Corse se sent plus que jamais française, elle apparaît déclassée au plan économique, ne bénéficiant que tardivement des Trente glorieuses. L'agriculture et l'industrie locale s'effondrent, les firmes industrielles s'éteignent, les grandes entreprises nationales ferment leurs unités locales. L'effet démographique de cette régression est très important, la Corse passe de 237 000 habitants en 1936 à 150 000 en 1960. De nombreux Corses sont partis et occupent désormais des positions sociales parfois très élevées sur le continent ou dans l'empire colonial français jusqu'à la décolonisation du début des années soixante.

Cette agonie économique va cesser brutalement, en 1962, avec l'indépendance de l'Algérie et la fin des colonies, en Afrique et en Indochine. Sans infrastructures économiques, sans population locale formée, sans capitaux locaux, la Corse, mal préparée, voit arriver, en 1962, 17 000 rapatriés d'Afrique du Nord, forts d'une expertise agricole et pourvus financièrement par des indemnités de rapatriement et des prêts d'installation. L'Etat, par l'intermédiaire de la *Société pour la mise en valeur agricole de la Corse (SOMIVAC)*, leur attribue des terres sur la plaine orientale re-irriguée. L'Etat, maladroit, souhaitant trouver une solution rapide à cet afflux en métropole de « pieds noirs », oublieux des conséquences locales de son action, met la population corse en état de frustration croissante face à l'accaparement de ses terres par les rapatriés. Les Corses, toujours imprégnés de l'esprit de justice et d'égalité, se voient rester au bord du chemin de ces enrichissements. Par ailleurs, autre maladresse de l'Etat, le projet qui a avorté, en 1962, d'installation d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires sur le site de l'Argentella.

L'amertume grandissante des Corses amène les médecins Edmond Simeoni et son frère Max à créer, en 1964, l'*Action Régionaliste Corse (ARC)*. En 1972, la société industrielle italienne *Montedison* déverse ses boues rouges toxiques au large de Bastia, les pouvoirs publics français ne bougeant pas et ne protestant pas auprès des autorités italiennes, les Corses se mobilisent par des manifestations devant les Préfectures d'Ajaccio et de Bastia faisant reculer la *Montedison*. A ce moment, face à un développement anarchique du tourisme et à l'acquisition de terres par des grandes sociétés françaises ou étrangères, la revendication d'autonomie interne s'affirme, de plus en plus, chez les régionalistes, encore minoritaires.

Tout bascule le 21 août 1975, car pour la première fois, le problème corse prend une ampleur nationale. Au matin, 7 militants de l'ARC, bientôt rejoints par d'autres, s'enferment, armés de fusils de chasse dans la cave viticole Depeille, un pied-noir installé, à Aléria, sur la plaine orientale. Ils entendent dénoncer la chaptalisation qui a pris l'ampleur d'un scandale financier et donné aux vins corses une mauvaise réputation. Face à ce coup de force qui se veut, au départ médiatique, le gouvernement maladroit réagit avec une brutalité démesurée : 2000 gendarmes mobiles, avec engins blindés légers et hélicoptères sont déployés sur le terrain. Bilan de l'opération après l'assaut des forces de l'ordre, deux militaires tués, plusieurs militants régionalistes blessés. La gestion des événements d'Aléria illustre le manque de discernement du pouvoir en Corse.

Puis, avec la création en 1976, du *Front de Libération Nationale de la Corse (FLNC)*, les actions violentes et spectaculaires s'enchaîneront avec de nombreux meurtres qui iront jusqu'à l'assassinat, le 6 février 1998, du Préfet Claude Erignac, par un commando dirigé par Yvan Colonna.

De l'autonomie nous sommes passés à la revendication de l'indépendance pour certains militants plus radicaux. Le mariage d'amour entre la République française et la Corse est consommé... Avec la création de l'Université de Corte, créée en 1981, une partie de la jeunesse, formée souvent par des enseignants aux convictions nationalistes, est très remontée contre l'Etat de la nation française.

En 2015, après avoir conquis le pouvoir culturel avec le *riacquistu* et les media locaux, le pouvoir économique et social avec les chambres de commerce, des métiers, d'agriculture, les syndicats avec le *Syndicat des Travailleurs Corses (STC)*, et pris en main l'éducation avec l'Université de Corte, le pouvoir régional est assumé par les nationalistes élus. On assiste, alors, à un véritable dédagisme des forces politiques corses traditionnelles. Les résultats des élections régionales de 2021, avec près de 70% des suffrages au 1<sup>er</sup> tour, et ceux des élections législatives avec l'élection de 3 députés sur 4 ont conforté la représentation de la mouvance nationaliste.

Aujourd'hui, les Corses veulent préserver leur identité dans une globalisation qui met à mal les unités nationales et qui menace les valeurs de la République. Ainsi, ils s'interrogent sur leur appartenance à la nation française à laquelle ils ont pourtant pleinement adhéré et participé depuis leur rattachement à la France.

En mars dernier, après les violents événements qui ont suivi l'assassinat en prison d'Yvan Colonna, le dossier corse a été rouvert par les pouvoirs publics. Emmanuel Macron l'a confié au ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin qui a entrepris des négociations avec les élus corses dont, en première ligne, Gilles Simeoni, Président autonomiste de l'Exécutif régional de la Corse, pour trouver une solution aux revendications corses qui peut aller « jusqu'à l'autonomie » selon les dires du ministre. La difficulté va être de fixer le curseur de cette autonomie et de définir les compétences et les ressources financières qui y seront affectées.

En l'espace d'une courte génération, celle du *riacquistu*, le puissant modèle d'intégration de l'île dans la République s'est effondré. Il y a pour les Français du continent un problème corse. Mais, n'est-il pas le révélateur, par effet de miroir, du problème qui agite la France avec la dégradation de son projet citoyen et de ses valeurs républicaines dans le contexte de la mondialisation ? Les liens puissants d'affinités qui s'étaient noués au cours des âges entre la Corse et la France restent à recréer. C'est l'enjeu de la génération qui vient et compte tenu de la situation actuelle et des surenchères de certaines fractions nationalistes, le pari n'est pas gagné.

**José Giannesini**